

Touche pas à ma terre!

Autor(en): **Jonneret, Pierre**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): - **(1995)**

Heft 73

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Touche pas à ma terre!

PAR PIERRE JONNERET

• AINSI DONC, le peuple et les cantons ont-ils voté, le 12 mars, trois fois non et une fois oui. Indécrottables, diront ceux qui s'opposent au parti des "Neinsager". Car le seul oui était en fait un non, un non à l'augmentation des dépenses de la Confédération sans la sanction dûment majoritaire des élus au pouvoir central.

Les trois premiers non portaient sur la politique agricole et laitière. Notre économie en la matière date de la Deuxième Guerre mondiale et des principes du Plan Wahlen. Il s'agissait alors d'assurer au pays, par une politique de subventions et de prix élevés autoritairement fixés, son autonomie dans le domaine des ressources alimentaires et, parallèlement, de maintenir le paysan à la terre. En fait, notre terre. Car l'image que nous avons de la Suisse n'est-elle pas, avant tout, celle d'un pays bucolique, au terroir souvent ingrat, pour ne pas dire pauvre, mais façonné par l'homme. Ceci fut notre histoire et certains ne l'oublent pas face aux technocraties et aux modelages savants de toutes sortes, trouvant souvent leur source, oh! horreur, à l'extérieur de nos frontières.

Paradoxalement, il s'agissait d'abord d'ancrer dans la Constitution fédérale un article concernant la politique agricole qui se fait jour depuis quelques années. Très bien, mais on a craint que l'on s'en tint là, dans des termes jugés trop vagues ou trop brefs, et que l'on oubliât l'effort plus élaboré, souhaité notamment par les petits paysans pour les maintenir à leur terre et consacrer leur rôle de conservateurs du paysage et de la culture non intensive, donc écologique. Eh oui, chez nous on fume encore les champs au purin!

On refusa, en second lieu, la proposition faite de voir des associations, des groupements d'intérêts, s'occuper de la promotion des produits, au détriment sans doute des moins nantis... voire des moins malins.

Enfin, dernier volet du tryptique, on refusa que les contingents laitiers puissent se négocier, chose tentante pour les petits producteurs, mais pouvant amener à la longue leur disparition au profit des gros propriétaires. Plus de petits troupeaux sur nos alpages, mais, dans les plaines, des hordes bovines en stabulation. Pas de ça chez nous!

Tableau du "Alleingang" s'il en est. Réaction de petites gens à courte vue, a-t-on lu un peu partout. Eh bien, ce pourrait bien être tout le contraire. En

disant non, nous avons dit "partie à remettre", pour aller plus loin, et ceci en dehors de la démagogie facile de certains milieux.

L'agriculture suisse est placée devant de grands défis. A commencer par la concurrence mondiale, avec l'application progressive des décisions du GATT. Mais aussi en raison du besoin nécessaire d'une certaine modernité. Elle ne pourra remplir ses tâches traditionnelles, si bien illustrées par son passé, que si elle peut s'adapter à l'évolution de son contexte. Il convient qu'elle évolue, qu'on lui donne le moyen d'évoluer dans le cadre d'un développement durable. Les mesures ponctuelles de ces récentes années ne paraissent pas suffire.

C'est donc pour demander des structures plus précises que l'on a dit non. Une fois de plus, un non positif. La "Suisse bio" que l'on nous présentait, le paysan ratisseur d'alpages et débroussailleur de pistes et de sentiers fléchés, ce n'est pas un avenir réel pour lui, ni une alternative viable à l'ouverture internationale. C'est une grande voie nouvelle que l'on a voulue.

Même chose pour le lait. Le refus populaire ne doit pas conduire au blocage d'une situation archaïque, améliorée par quelques aménagements. Il faut une vraie réforme politique incluant les échelons qui précèdent et suivent la production. Quant au marketing, on veut aussi mieux: une vraie liberté et non pas une liberté canalisée par des créations institutionnelles.

Le oui-non enfin: une fois de plus, la question de l'assainissement des finances fédérales, où l'on peut trouver encore bien des économies à faire. Une politique plus disciplinée justifierait, pour le bien de tous, une augmentation proposée des recettes.

Comme pour l'adhésion à la Communauté européenne, que beaucoup souhaitent à terme, mais plus conforme aux spécificités du premier Etat fédératif d'Europe, le non est souvent acte de réflexion. Pourquoi brusquer quand cette Europe se cherche encore et se délite déjà. Ne restons toutefois pas trop longtemps isolés. Les habitants du Filekistan risqueraient de nous devancer!



L'agriculture suisse est placée devant de grands défis.